

L'HEBDO QUI CLIC

295



cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

274

Nouveaux
syndiqués
depuis le 01/01/11

Faites nous
connaître vos
adhésions 2011 !

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre
Directeur de publication : Pierre LEBAS
119 Cours de la République – 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr

Au sommaire du 13 décembre :

2-3 / Initiatives
du 13 décembre

4 / Prochaines
actions

5 / Concert de
soutien aux
Fralib

6 / Convocation
à la CE de
janvier

7-8-9 /
Communiqué de
presse CGT
RATP

10 / Tract
unitaire GHH

11 / Tract CGT
de l'Intérim

12-13 / Article
de presse
Médiapart

14 / L'hebdo
pratic'

15 / TLC



Ce n'est pas la pluie battante ni un vent déchainé qui ont fait renoncer les 1 000 personnes à se rassembler devant le Pasino ce 13 décembre !

Les salariés du privé comme du public, les privés d'emplois et les retraités présents à ce rassemblement ont pris la mesure de l'importance de l'appel qui était lancé par l'intersyndicale du Havre, pour montrer leur opposition à la politique d'austérité imposée par le gouvernement, le patronat et les marchés financiers.

Plusieurs syndicats étaient représentés à ce rassemblement :

La Macif, Les territoriaux du Havre, de Bolbec, d'Harfleur, les privés d'emploi, la mission locale, Dresser, l'hôpital du Havre, Renault Sandouville, SNTF, Exxon, Ponticelli, Lanxess, Debris, les Pompiers, les Finances, Total, Total Petrochemical, Douanes, Aircelle, Alcéane, l'Action Sociale, le collectif retraités, Sidel, les Cheminots, Chevron, CPAM, CAF, Omnova, Monoprix, le syndicat du livre, EDF distribution et Centrale thermique, Pôle emploi...

D'autres syndicats ont peut-être été oubliés, merci de nous le dire, nous rectifierons au prochain hebdo...



Toujours ce 13 décembre, une centaine de personnes étaient rassemblées à 12h30 dans le hall nord de l'hôpital Monod pour soutenir les camarades hospitaliers en lutte pour la défense de leurs conditions de travail.



Les prochaines initiatives :

- ✓ **Jeudi 15 décembre à 14h30** : Grève dans l'éducation nationale – rassemblement à Franklin
- ✓ **Vendredi 16 décembre à 16h00** :
Opération boycott des produits Lipton – rdv parking Auchan Mont Gaillard
- ✓ **Mardi 20 décembre à 19h00** :
Concert de soutien aux Fralib – Espace Culturel de la Pointe de Caux à Gonfreville l'Orcher



**L'affiche pour le concert de soutien aux
Fralib est disponible à l'UL :**

**GRAND CONCERT
DE SOUTIEN AUX SALARIÉS DE
FRALIB**

**Mardi 20 décembre
à partir de 19h**

**à l'Espace Culturel
de la Pointe de Caux à Gonfreville l'Orcher**

avec Red Lezards

Les Josettes Rouges

Les Oiseaux de Passage

Nils (Magie) Vincent L.

Back To (ex Plan B)

Fenouil et les Fines Herbes

Caisse de solidarité

**Sandwiches et boissons à vendre sur place
(au profit des salariés de FRALIB)**

**À l'initiative du Havre de grève, de la CGT Le Havre,
de Solidaires et des Red Lezards**

**La Solidarité n'est pas obligatoire,
c'est juste essentiel !!**

<http://cgt.fralibvivra.over-blog.com>



Union des syndicats CGT du Havre - Cercle Franklin

**119 cours de la République
76600 le Havre**

**Secrétariat : du lundi au vendredi
De 9 h à 12 h et 14 h à 17 h**

Aux membres de la Commission Exécutive
Et Commission Financière de Contrôle

Le Havre, le 13 décembre 2011

Nos réf. : JR-RK/LD131211

Chers Camarades,

Notre première Commission Exécutive de l'année 2012 aura lieu le

MARDI 10 JANVIER à 9 H 00 salle 127

Cette réunion est la première de notre nouvelle Commission Exécutive après les congrès de l'UL et de l'UD. Nous insistons sur le fait que l'ordre du jour, qui vous sera communiqué ultérieurement, est très important et que la présence de tous est indispensable.

Nous vous invitons, également, à l'issue de cette réunion, à assister au « pot fraternel » de l'UL qui vous présentera ses vœux pour cette nouvelle année.

Fraternellement,

Les Secrétaires Généraux de l'UL CGT,

Jacques RICHER - Reynald KUBECKI

Union des Syndicats CGT du Havre – Cercle Franklin
Tél. : 02.35.25.39.75 – Fax : 02.35.24.47.03 – E.mail : cgtlehavre@orange.fr



Gestion du Comité d'Entreprise de la RATP :

« Des mensonges, mille fois répétés n'en font pas des vérités ! »

COMMUNIQUE DE PRESSE

La CGT/RATP, avec les Organisations Syndicales UNSA, CFDT, FO et CFE-CGC de la RATP est en charge de la gestion du Comité d'Entreprise de la RATP sur la période sur laquelle porte le rapport de la Cour des Comptes, rendu public ce jour et qui, relayé/déformé médiatiquement, fait l'actualité.

Sans développer sur les 233 pages que contient ce rapport, notre Organisation Syndicale tient à réaffirmer les principes de gestion qui prévalent au CRE et qui amènent ce dernier à une situation financière tout à fait saine, plus saine que l'état des finances publiques ...

Dans son communiqué de presse, la Cour des Comptes conjugue les approximations avec des affirmations gratuites.

Des approximations à l'exemple de l'oubli qu'elle a de préciser que la subvention sert à l'ensemble des prestations, non seulement en direction des 45.000 agents actifs de la RATP, mais aussi de leur famille et les retraités, soit : plus de 120.000 ayant droits.

Des affirmations gratuites lorsqu'elle affirme que le Comité d'Entreprise fait l'objet d'une gestion marquée par de « graves irrégularités ». Sans, à aucun moment, en démontrer la nature.

Dans son communiqué, la Cour des Comptes pointe que « *le Secrétaire et le Trésorier interfèrent dans la gestion quotidienne des activités sociales et culturelles ...* ». C'est exact et c'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils ont été élus pour gérer, avec l'ensemble des autres élus, le Comité d'Entreprise et ne pas laisser à des « techniciens » des choix portant sur la gestion et les orientations du Comité. Cela n'est pas chose nouvelle, cela existe depuis 1945 et la loi sur les Comité d'Entreprise, c'est d'ailleurs aussi une notion développée dans l'ensemble des matériels de campagne électorale de notre Organisation Syndicale.

La Cour des Comptes affirme péremptoirement qu'il n'y a pas d'appel à la concurrence avec les fournisseurs. C'est faux ! Et cela appelle à deux précisions :

- Le Comité d'Entreprise, considéré de droit privé, n'a pas l'obligation légale de mettre en œuvre des appels d'offres. A l'image de tout un chacun, le Comité d'Entreprise choisit ses fournisseurs et prestataires sur la base de critères qu'il définit ;

- Pour autant, et sans attendre un cadre législatif et réglementaire, le Comité a, depuis de nombreuses années, mis en place une « Commission des Marchés » regroupant élus et professionnels. Cette Commission des Marchés a en charge de définir le mieux-disant, ce qui implique de ne pas recourir systématiquement au moins-disant social (des devis sous-évalués souvent pour des travaux effectués par des entreprises peu regardantes quant au niveau des salaires et des conditions sociales de leurs salariés).

Sans doute la Cour des Comptes regrette-t-elle que nous ne portions pas le dogme d'une concurrence « libre et non faussée », nos choix de gestion au sein du Comité d'Entreprise portent d'autres principes, d'autres valeurs !

Concernant une soi-disant « dégradation du climat social », force est de constater que la Cour des Comptes, dans son communiqué, associe cela au fait que 450 salariés du CRE soient en CDI. Oui, nous sommes, à la CGT, pour privilégier l'emploi en CDI ! C'est pour nous une orientation politique forte qui vise à lutter contre la précarité qui se multiplie partout y compris au sein même de la RATP.

600 salariés sont en « équivalent temps plein », c'est une chose normale au regard des activités du Comité, particulièrement les centres de vacances qui, tant d'un point de vue des directeurs, adjoints, animateurs, équipes de montage, etc. appellent à la mise en place d'équipes de travailleurs saisonniers.

La Cour des Comptes tente d'argumenter la dégradation du climat social en mentionnant une alerte donnée par le médecin du travail. Deux remarques :

- Comme dans toute organisation humaine, les risques psycho-sociaux sont une réalité qu'il faut anticiper et combattre afin de permettre à ce que l'activité professionnelle soit facteur d'épanouissement. C'est aussi en ce sens que notre Organisation Syndicale, au travers le travail des élus au sein du Comité, a participé à la construction du « projet d'entreprise pour le CRE » qui fait aujourd'hui même, l'objet de discussions/négociations avec les Organisations Syndicales des salariés du CRE quant à sa mise en œuvre.
- Le hasard de la sectorisation décidée par la RATP fait que le médecin du travail cité par la Cour des Comptes est aussi un des dirigeants de la CGT/RATP, il travaille également au sein de la CGT au niveau national sur ces questions...

Pour ce qui de la certification des comptes du CRE, là aussi, la Cour des Comptes tente de faire porter la suspicion sur des comptes qui ne seraient pas sincères. D'une part, là encore, aucune obligation légale n'est faite au Comité d'Entreprise à certifier ses comptes. Pour autant, la mise en place d'une certification a été anticipée et est d'ores et déjà prévue pour 2012. La comptabilité est tenue par un service spécialisé constitué de salariés du CRE qui, contrairement aux affirmations de la Cour des Comptes, appliquent le plan comptable général, contrôlé par deux cabinets d'expertises indépendants dont la compétence et l'impartialité sont de notoriété publique (IMA et ADEXI), c'est dire combien cette question est suivie avec le sérieux et la rigueur qui s'imposent par les élus du Comité comme par notre Organisation Syndicale !

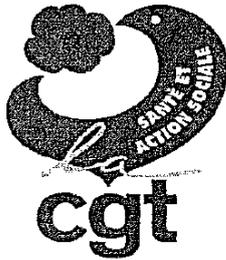
Le rapport de la Cour des Comptes a été construit exclusivement « à charge », il est partiellement repris par une partie des médias comme par une organisation syndicale de la RATP qui, une nouvelle fois, vise à porter le discrédit sur l'ensemble du syndicalisme et tente de fragiliser la gestion saine et honnête qu'a notre Organisation Syndicale au travers les élus CGT.

Si des dysfonctionnements nouveaux d'ordre organisationnel et/ou structurel apparaissaient, il va sans dire que les élus CGT mettraient tout en œuvre pour y remédier comme c'est déjà actuellement le cas pour la recherche d'une meilleure efficacité sociale dans l'intérêt premier des agents, des familles et des retraités.

Si des malversations, de l'enrichissement personnel, des surfacturations, etc. étaient démontrés, notre Organisation Syndicale mettrait tout en œuvre devant les autorités judiciaires compétentes, pour que le Comité d'Entreprise recouvre les sommes prétendument extorquées. Dans ce cadre, nous porterions plainte ou nous nous porterions partie civile sur une plainte déposée par le CRE.

Le traitement médiatique de cette « affaire » vise à porter, une nouvelle fois, la suspicion sur la gestion d'un Comité d'Entreprise qui serait utilisée par des organisations syndicales et singulièrement par la CGT, pour des financements occultes. Nous dénonçons cette pratique et ferons, si besoin en était, la démonstration qu'aucune forme de malversation, au bénéfice de notre Organisation Syndicale, n'a eu lieu, nous prendrons aussi toutes les mesures qui s'imposent à l'encontre de ceux qui porteront des propos diffamatoires.

Paris le 6 décembre 2011 – 15 H 30



Après les attaques sur les effectifs, le temps de travail, en Psychiatrie, en Soins de Suite Réadaptation, en Gériatrie... **maintenant sur les salaires !!! A travers la notation, avancements d'échelon et de grade .**

**ÇA SUFFIT !
ARRET DE LA MALTRAITANCE
DES SALARIE-E-S**

**JEUDI 15 DECEMBRE
DEBRAYAGE
RASSEMBLEMENT A FLAUBERT à 10h45**

Ils oseront parader après le Conseil de Surveillance qui a lieu à 9 heures.
Directeur du GHH, de l'Agence Régionale de Santé, maire du Havre à 11 heures nous diront que tout va bien, que de nouveaux projets surgissent : pose de la 1^{ère} pierre de la résidence gériatrique.

ASSEZ DE MENSONGES !!!

INVITONS-NOUS AU POT DE LA DIRECTION

POSONS LA 1^{ère} PIERRE DE NOTRE RESISTANCE

Le ciment sera notre colère, notre opposition aux attaques de la direction.

Le débrayage sera couvert par un préavis de grève de 3 heures de 10h30 à 13h.30. Vous pouvez faire 1, 2 ou 3 heures de grève. Venez nombreux !!!

Le havre, le 8 décembre 2011



Union Syndicale de l'Intérim Cgt

USI-CGT Case 460 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil cedex

☎ 01 48 18 84 16 Fax 01 48 18 82 59

E.mail : contact@interim.cgt.fr Site internet : www.interim.cgt.fr

Communiqué de presse

Elections professionnelles chez ADECCO : victoire historique !

La CGT arrive largement en tête au 1^{er} tour des élections professionnelles.

Elle est en progression par rapport aux dernières élections. C'est une victoire historique.

La stratégie menée par la Direction durant ces deux dernières années pour diviser les salariés de l'entreprise et empêcher notamment aux salariés intérimaires de participer aux élections, a échoué.

Le quorum n'ayant cependant pas été atteint, un second tour de scrutin aura lieu le 17 janvier 2012.

D'ici là, la Direction va tout faire pour décourager les salariés d'y participer.

Cette percée de la CGT a été rendue possible grâce à l'action de toute la CGT sur le terrain.

L'action du syndicat CGT ADECCO avec le soutien de l'Union Syndicale de l'Intérim CGT et des syndicats CGT des entreprises utilisatrices a été déterminante pour permettre à un salariat éclaté, fragilisé et isolé de s'exprimer démocratiquement.

Un grand nombre de salariés intérimaires et employés permanents travaillant dans les agences et le siège se sont saisis de ce droit démocratique. Le vote est une arme redoutable. Il a également conduit un nombre conséquent de salariés à se syndiquer à la CGT !

Pour la première fois, la CFDT recule, la CFTC perd sa représentativité, l'UNSA, la CFTC, la CFE/CGC et SUD sont largement loin de la barre des 10 %.

Le choix est clair. Par ce résultat, les salariés expriment la conviction que seule la CGT a les moyens de rassembler et faire converger tous les salariés intérimaires et permanents.

En votant CGT, les salariés intérimaires et permanents ont accordé leur confiance à une organisation syndicale présente à leurs côtés dans toutes les luttes. Cela va permettre à la CGT de conforter sa première place au niveau de la Représentativité dans la branche du Travail Temporaire.

L'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les salariés d'ADECCO et de la branche est l'objectif à atteindre. Même si la CGT ADECCO reste en première place, il faut encore remporter le second tour et la CGT mettra tout en œuvre pour y parvenir.

CGT	34.34%
CFDT	22.88%
FO	17.81%
CGC	4.05%
UNSA	9.19%
SUD	5.89%
CFTC	5.81%

Montreuil, le 8 décembre 2011

USI - CGT

Case 460 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex ☎ 01 48 18 84 16 / Fax 01 48 18 82 59

Courriel : contact@usi.cgt.fr - Site internet : www.usi.cgt.fr

Et si Bernard Thibault remplait pour un cinquième mandat à la CGT?

L'affaire semblait entendue. Ce mandat-là, son quatrième, serait le dernier. Bernard Thibault, à la tête de la CGT depuis 1999, souhaitait passer la main. Pas question de faire «le mandat de trop», comme il le répète souvent. Au début de l'année, juste après le conflit des retraites, *Le Parisien* l'avait même donné partant fin 2011 - information alors démentie par l'intéressé. Au printemps, Thibault accablé par un mal de dos chronique, dû à un stress intense, ne cachait pas son intention de passer le relais. Mais aujourd'hui il n'exclurait plus de rempiler.

A un an et trois mois du 50e congrès du premier syndicat de France, prévu à Toulouse en mars 2013, Bernard Thibault est encore aux manettes. Il avait toujours affirmé vouloir placer un successeur sur orbite à la fin 2011, mais personne n'a émergé. Il reste muet sur ses intentions personnelles, ce qui commence à en agacer beaucoup. Le 6 novembre dernier, il a esquivé la discussion lors d'une réunion du Comité confédéral national (CCN), le Parlement de la CGT. Les participants attendaient qu'il aborde le sujet lui-même. Mais il ne l'a pas fait, et personne n'a osé lui poser la question.

Au siège de la CGT à Montreuil, ce silence alimente les spéculations. Plusieurs dirigeants en quête de renouvellement s'inquiètent: et si Thibault avait décidé de repartir pour un mandat ou un demi-mandat, au risque de donner l'impression de s'accrocher au pouvoir, alors même que la CGT semble en panne d'inspiration depuis le conflit des retraites?

Sous couvert d'anonymat, plusieurs de ses proches s'en disent convaincus. En 2013, Thibault (qui va fêter ses 52 ans en janvier) en sera à sa quatorzième année à la tête de la CGT. Une éternité au vu des mandats de ses prédécesseurs Louis Viannet (1992-1999) et Henri Krasucki (1982-1992), dont il entendait pourtant se démarquer.

L'intéressé ne fait d'ailleurs rien pour

lever les ambiguïtés, bien au contraire. Interrogé vendredi 9 décembre par Mediapart, Bernard Thibault révèle avoir pris sa décision... mais refuse de la rendre publique jusqu'au mois de mai prochain. «Oui, ma décision est arrêtée», dit-il. *Je sais ce que j'essaierai d'expliquer à l'exécutif de la CGT. Mais vous n'aurez pas de scoop: je réserve mon opinion pour la commission exécutive de la CGT au mois de mai.* Le secrétaire général de la CGT glisse tout de même que depuis plusieurs mois, il souffre moins du dos...

Pas sûr que ces déclarations sibyllines calment l'impatience qui commence à monter dans les rangs. Au siège du syndicat à Montreuil, le flou entretenu par Thibault fait régner un climat pesant, qui s'ajoute aux tensions internes accumulées depuis les mobilisations contre la crise et les retraites, lors desquelles la direction est soupçonnée par sa base d'avoir voulu freiner le mouvement. Certains prétendants ou partisans d'un nouvel élan s'impatientent ou se désespèrent. «*Quinze ans de mandat alors qu'on ne cesse de vanter la démocratie et le rajeunissement, ce serait incompréhensible et catastrophique en terme d'image*», dit un membre de la direction. A peine quadra lors de son élection, le cheminot Thibault, révélation des manifestations de l'hiver 1995 contre la réforme Juppé de la Sécurité sociale, fait figure de vétéran du syndicalisme français. Elu en 2002, François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, pourrait passer la main dès cette année à son dauphin désigné de longue date, Laurent Berger. Jean-Claude Mailly, le chef de file de Force ouvrière, ne dirige son organisation que depuis 2004...

-> **Une femme à la tête de la CGT?**

Thibault aurait-il cédé aux sirènes du pouvoir? Ceux qui le connaissent bien en doutent: ces dernières années, il a voulu jeter l'éponge à plusieurs reprises. En revanche, plusieurs proches du secrétaire général

évoquent une gestion catastrophique du syndicat et de sa propre succession.

Thibault s'est avéré incapable de promouvoir un dauphin. «*Dans ce domaine, il a à peu près tout foiré*», commente un initié. Depuis des années, les noms de certains dirigeants sont régulièrement cités, comme Thierry Le Paon, ancien de Moulinex aujourd'hui chef de la section CGT du Conseil économique et social, ou Eric Aubin, secrétaire général de la construction, le «M. retraites» de la CGT. Mais dans la dernière période, des noms féminins sont revenus avec insistance: Thibault souhaite depuis longtemps qu'une femme lui succède. «*Aujourd'hui la CGT serait à même d'avoir une femme à sa tête*», dit Thibault à Mediapart. Mais les candidates pressenties ne sont aujourd'hui pas en situation de lui succéder.

Lors du dernier congrès de 2009, la pugnace Maryse Dumas a ainsi été écartée de la direction confédérale - elle parle d'un choix personnel. Ces derniers mois, Nadine Prigent, membre du bureau confédéral et voix de la CGT dans l'intersyndicale, était présentée comme la dauphine désignée. Mais en interne, sa candidature est mal passée. «*Thibault a tenté de la pousser, elle a été rejetée par l'organisation*», commente un cégétologue averti.

Faut-il y voir un zeste de machisme institutionnel? Pas impossible, surtout quand on entend des dirigeants dire qu'«elle manque de charisme». Mais Nadine Prigent est aussi contestée dans sa propre fédération, la santé. Elle a surtout pris beaucoup de coups en remplissant la feuille de route fixée par Thibault dans l'intersyndicale: rester au contact de la CFDT et des réformistes tout en ne laissant pas le monopole de la radicalité aux plus contestataires, Solidaires et la FSU. De quoi s'emmêler les pinceaux, et commettre quelques bourdes, ce que Nadine Prigent a fait. «*Ce sont des questions que je ne me pose pas*»,

assure-t-elle. Elle refuse de dire si elle est toujours soutenue par Thibault. *« Les choses ne se passent pas ainsi à la CGT. Il y a des procédures, un calendrier décidé par la direction confédérale. Nous commencerons à en discuter en février et en mars. »*

Selon plusieurs dirigeants, Agnès Naton, autre membre du bureau confédéral qui a l'avantage d'être issue du privé, où la CGT n'est pas assez implantée, aurait fait part de ses ambitions au chef. L'intéressée dément formellement, et ajoute, prudente: *« Je ne suis pas candidate, pas non plus en campagne. Si les choses doivent se discuter, alors je ferai un choix, mais à ce moment-là seulement. »* Problème: Agnès Naton est encore cantonnée à des dossiers peu "visibles" hors de la CGT.

Faute d'avoir trouvé la femme idoine, Thibault pourrait donc rempiler pour un mandat, ou au moins un demi-mandat. Un scénario catastrophe, selon plusieurs dirigeants qui parlent sous couvert d'anonymat. *« C'est de pire en pire », dit l'un d'eux. Bernard est usé, fatigué. On n'a plus d'idées, alors que la crise bat son plein. »* « La CGT est en danger », s'alarme un autre.

Des responsables de fédération décrivent un Thibault de plus en plus isolé, déconnecté du terrain et entouré d'une garde rapprochée d'un

niveau « très faible », où l'on compte plusieurs cadres issus de la toute-puissante fédération de l'énergie, qui comprend notamment EDF. Mal vu en interne, Michel Donneddu, l'administrateur (et trésorier) de la CGT, issu de l'énergie, continue inexplicablement de tenir l'organisation, alors même que Cogetise, le système de gestion des cotisations qu'il a mis en place en 2006, est un échec. Ces derniers jours, il est beaucoup intervenu pour défendre les comités d'entreprise au cœur de plusieurs affaires, anciennes (la CCAS d'EDF) ou plus récentes (le CE de la RATP, tenu par la CGT, est visé par une enquête préliminaire du Parquet à la suite d'un rapport accablant de la Cour des comptes).

La réorganisation de la direction confédérale mise en place au dernier congrès, en 2009, est aussi pointée du doigt. Au nom de la décentralisation du pouvoir, Thibault avait amaigri le bureau confédéral - une sorte de comité de pilotage de la CGT, placé près du secrétaire général, passé de 12 à 8 membres -, pour mieux muscler l'autre instance de direction, la commission exécutive, qui regroupe les 54 plus hauts dirigeants de la CGT. *« Ça ne marche pas, et la direction confédérale s'est affaiblie. Nous ne pourrions pas faire l'économie d'un débat là-dessus »,* affirme l'un d'entre eux.

« La période est très difficile pour les syndicats, pour tous les syndicats, rétorque Thibault. Nous avons de grandes difficultés à résister au rouleau compresseur actuel de l'austérité. » Adeptes de la méthode Coué, le secrétaire général de la CGT ne veut pas évoquer la question de l'organisation de la direction avant le début de l'année prochaine, et nie tout *« désaccord apparent dans nos instances »*.

C'est bien tout le problème, affirment plusieurs responsables du syndicat, pour qui cette absence de débats de fond est le symptôme tout à la fois d'une crise profonde et d'une fin de règne qui n'en finit pas.

Sur mediapart.fr

Cet article provient du site mediapart.fr sur lequel les enquêtes, analyses et reportages sont enrichis de vidéos, diaporamas, cartes interactives, liens hypertextes, etc. La version imprimée de l'article ne permet pas de mettre à disposition ces éléments et génère parfois des messages vous signalant les endroits où ces éléments apparaissent en ligne.

Mathieu Magnaudeix
contact@mediapart.fr

L hebdo *pratic'*

A lire sur le web :

Article dans l'huma sur les Fralib :

<http://audreyvernon.com/data/images/AudreyVernon-Lhumanite-Vendredi09Decembre2011-N1209.jpg>

2012, on leur fait un dessin ?

http://www.youtube.com/watch?v=p3OrErvlkpE&feature=player_detailpage

En 10 minutes seulement, apprenez en quelques minutes ce qu'est la création monétaire par le crédit, le système des réserves fractionnaires, et l'article 123 du traité de Lisbonne... sans lesquels il est impossible de comprendre l'origine des dettes publiques et privées qui ravagent l'ensemble des pays développés.

<http://www.tvbruits.org/spip.php?article1764>

Cette vidéo très claire qui explique parfaitement le mécanisme de la dette publique.

Si on ajoute à ça une réforme fiscale juste, une meilleure répartition des richesses, la taxation de l'évasion fiscale, non seulement il n'y aura plus de dette, mais le pays sera tellement riche qu'on ne saura plus quoi faire de notre pognon (enfin si, on saura, il ira aux services publics, aux écoles, aux hôpitaux, aux maisons de retraite publiques, aux caisses de retraite, à la sécu, etc.)

A faire circuler sans modération

Lettre ouverte du MCPL à Madame Cormier, responsable d'équipe à l'agence Pôle emploi de Rennes Poterie http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=5922

Si tu me dis dette j'reponds AUDIT

Fraude sociale ? EVASION FISCALE

Coût du travail? SALAIRE DIFFERE, SOLIDARITE, "BONHEUR"

Modèle allemand ou je ne sais quoi? CASS'TOI PÔV' CON (et vide tes poches en sortant)

<http://www.plumedepresse.net/messieurs-des-agences-de-notation-tirez-les-premiers/#more-5972>

Un rappel pour certains, mais il est toujours utile de se remémorer les vérités !

http://www.youtube.com/watch?v=p3OrErvlkpE&feature=player_embedded#t=16s

Extrait du dernier chapitre du livre 1 du Capital de Karl Marx.....

<http://2ccr.unblog.fr/files/2011/01/detteetbancocratie.pdf>

Dailymotion - Topo citoyen n°1 : La dette est un prétexte - une vidéo ...

"Les enquêtes mettant en cause des officiers de police avancent difficilement, malgré des preuves parfois accablantes de violences excessives. Le point sur cinq affaires de décès."

<https://www.politis.fr/Les-crimes-impunis-de-la-police,16250.html>

Je vous invite à lire et signer la pétition contre un hommage officiel au général Bigeard.

Pour signer, se rendre sur le site internet : www.nonabigeardauxinvalides.net



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



réseau
ANCAVTT

www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin